

Réunion du Comité Exécutif de la FIOM
18-19 novembre 2008
Genève, Suisse

Déclaration sur la crise financière

La crise financière nous touche tous, directement ou indirectement. Elle était prévisible et ne devrait pas nous surprendre. La FIOM et l'ensemble du mouvement syndical tirent la sonnette d'alarme depuis longtemps en avertissant des dangers de la libéralisation financière et du fondamentalisme du marché¹. Cette crise est le résultat de politiques qui ont alimenté une spéculation financière débridée et les profits à court-terme au lieu de mettre l'accent sur l'investissement productif dans l'économie réelle. Elle a mis en lumière les inégalités de revenus scandaleuses entre le capital et le travail qui se sont accrues de façon significative ces dernières années. Elle témoigne aussi de la faillite des politiques de privatisation, dérégulation et de marchés sans entraves qui ont été mises en place à l'échelle mondiale au cours des deux dernières décennies et ont été soutenues par les institutions financières internationales.

Tout indique que l'économie mondiale est au bord d'une profonde récession et les nouvelles venant des entreprises dans les secteurs de l'automobile, l'électronique, la sidérurgie, des machines-outils et de la construction navale laissent entrevoir des temps difficiles pour les salariés. Les conséquences de cette crise se font déjà sentir partout – chute de la production, restructuration, chômage partiel, suppression de postes, hausse du chômage, baisse du pouvoir d'achat, endettement des ménages, perte de prestations de santé et augmentation de la pauvreté. Les travailleurs temporaires et sous contrat en particulier sont frappés de plein fouet par ces politiques financières et économiques irresponsables. Toutefois cette crise ne doit pas être un prétexte pour fermer les entreprises et affaiblir encore davantage les réglementations du marché du travail.

Au contraire, l'effondrement du marché hypothécaire des « subprimes » et du système financier est l'occasion de mettre un terme à des décennies de déréglementation tous azimuts dans les sphères financière, économique et sociale. La finance doit être mise au service de la justice sociale, la stabilité économique et le développement durable et ne doit pas pouvoir gouverner l'économie. Pour éviter une récession prolongée, les gouvernements doivent agir vite et simultanément sur le secteur financier et l'économie réelle. Jusqu'à présent la plupart des mesures qui ont été prises ont porté sur le sauvetage des banques avec l'argent des contribuables. Il y a maintenant un besoin urgent de renforcer la réglementation et la surveillance des banques, repenser les règles et la gouvernance de la finance et des institutions internationales, et de mettre en œuvre un vaste plan de relance coordonné qui soit capable de mener

¹ En 2003 le Comité Central de la FIOM réunit en Afrique du Sud a plaidé en faveur d'un programme économique alternatif à la mondialisation économique basé sur la création d'emplois et le pouvoir d'achat, la réglementation des mouvements de capitaux, l'annulation de la dette et la réforme des institutions internationale de gouvernance.

l'économie mondiale sur le chemin du développement équitable et durable avec le plein emploi comme principal objectif politique.

Avec la CSI, le TUAC et les fédérations syndicales mondiales (GUFs)², la FIOM lance un appel pour des programmes d'investissements d'envergure dans les domaines de l'infrastructure, du logement, de l'éducation, la santé, des services sociaux et de l'environnement qui créent des emplois décents et stimulent la demande au plan national et mondial. Il faut poursuivre des politiques fiscales, monétaires et industrielles qui génèrent des emplois de qualité et dynamisent le pouvoir d'achat pour tous. La consommation et l'investissement intérieurs jouent aussi un rôle important pour soutenir la croissance économique et le développement. Un vrai développement veut dire que les niveaux de vie augmentent pour permettre aux travailleurs d'acheter une partie des biens qu'ils contribuent à produire. La menace d'une récession mondiale ne sera pas atténuée tant que le pouvoir d'achat des salariés ne sera pas rétabli.

Il faut créer une nouvelle architecture financière mondiale pour faire face à l'instabilité et aux effets dévastateurs de la libéralisation des marchés financiers. L'objectif doit être de réglementer les marchés financiers de façon efficace pour faciliter l'investissement productif à moyen et long terme, et réduire les incitations à la spéculation qui ont conduit à cette crise. Cela doit inclure, entre autres choses, la redevabilité publique des banques centrales; la réforme et le contrôle de la rémunération et des bonus des dirigeants, et la répartition des bénéfices de l'entreprise et des dividendes; la fin des paradis fiscaux, le renforcement des contrôles de capitaux et la taxation des transactions financières internationales pour décourager les flux de capitaux spéculatifs à court-terme à travers les frontières.

Les réformes doivent aller au-delà de la réglementation et porter sur le système de gouvernance et les politiques des institutions financières internationales. Elles doivent viser à réduire les déséquilibres dans l'économie mondiale et permettre une meilleure répartition des revenus et des richesses. Les droits humains et des travailleurs sont des éléments de base indispensables d'un programme pour le développement équitable et durable, et le contrôle de leur application doit être partie intégrante d'un nouveau système de gouvernance économique mondiale.

² Référence à la Déclaration syndicale internationale pour le Sommet de Crise du G20, Déclaration de Washington des fédérations syndicales internationales, novembre 2008.